



Monsieur le président du CHSCT Moselle.

Nous vous informons que nous ne siégerons pas à cette séance plénière du 18 mars 2022.

Notre déclaration commune sera courte, pourtant notre mécontentement est immense.

Suite à la mobilisation unitaire massive des personnels des douanes, nos organisations syndicales douanières étaient invitées ce jeudi 10 mars à Bercy. La fermeture par la grève de dizaines de services partout sur le territoire, le rassemblement de plus d'un millier de collègues à Paris, appellent une réponse forte

Nous attendions des annonces claires et un geste fort, face à ce moment historique en Douanes et hors-Douanes au vu des défis sociaux, sanitaires, environnementaux et militaires extérieurs. Nous n'avons eu que des redites d'éléments de langage communiqués depuis plusieurs mois, des années même.

Rien de nouveau en matière métier, rien de tangible en matière d'accompagnement des collègues fournissant depuis des décennies des efforts.

Nous réitérons, comme l'intersyndicale nationale, notre attachement au maintien des missions fiscales et du réseau comptable en douane. Ce transfert ne répond ni aux attentes des opérateurs économiques, ni aux intérêts budgétaires de l'État et des collectivités locales, ni à la protection des populations !

Nous nous opposons au Laboratoire Surveillance en Auvergne-Rhône-Alpes (LaB AuRA), expérimentation unilatérale attaquant les conditions de travail des douaniers de la branche de la surveillance, notamment par la remise en cause des cotes de service et des règles de sécurité.

Au niveau national, le transfert des missions fiscales (TMF) impactera l'ensemble des services douaniers avec une annonce d'une perte de 700 emplois au sein des recettes interrégionales, des services spécifiques et des bureaux de douane.

Sur Metz ce sont au total 120 agents du SND2R et de la recette interrégionale de Metz qui perdront leur emploi.

À terme, l'avenir est également incertain pour tous les autres services rattachés à ces fonctions dont les PAE-CI dans les directions, les correspondant RI, les services de contrôle CI etc...soit au total 4000 emplois impactés indirectement par le TMF.

En Lorraine cela concerne environ 1 à 2 ETPT par bureau soit en moyenne 10 % de la masse salariale.

Nous continuerons le combat au-delà de la sphère de notre direction générale qui abandonne nos missions fiscales.

Nous craignons que cet abandon ne soit qu'une première étape du démantèlement de notre administration. Quel avenir pour la douane, ses missions et pour tous les douaniers ?

Aussi, au regard des conditions actuelles, nous refusons de siéger.

Toutes les organisations syndicales des trois directions sont aujourd'hui présentes face à vous monsieur le président du CHSCT Moselle, *pour dénoncer une situation inacceptable et vous mettre en garde sur les risques psychosociaux de plus en plus élevés* que subissent tous les agents du ministère des finances.

L'intersyndicale du CHSCT Moselle

FO Douanes, FIP et Insee – CFDT Douanes et FIP - Solidaires FIP - CGT Douanes, FIP et Insee